



## Communiqué de Presse

27/03/2023

### Dans 2 jours, le gouvernement français pourrait sceller le sort de milliers d'hectares de forêt amazonienne

Après avoir à plusieurs occasions repoussé ces débats, **le 29 mars prochain**, auront lieu les dernières négociations sur la directive énergies renouvelables entre le Parlement, la Commission et le Conseil (trilogue).

Un amendement glissé par des députés français dans le [projet de révision de la directive sur les énergies renouvelables](#) (RED III, voir page 72 paragraphe g quater) et un [projet de décret](#) entendent accélérer l'installation de nouvelles centrales biomasse en Guyane et permettre l'essor des agrocarburants notamment pour l'usage du Centre Spatial de Kourou... au détriment de la préservation de la forêt amazonienne.

Cet amendement dans la directive européenne permettrait à des industriels locaux de **contourner les critères européens** de durabilité, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'utilisation en cascade des ressources en bois.

Il s'agirait d'une brèche juridique énorme, qui réduirait à néant l'ambition de la directive de proscrire désormais la transformation de surface de forêt primaires ou à forte biodiversité en plantation à vocation énergétique. Or, comme le rappelaient 500 scientifiques dans une [tribune adressée à Joe Biden et Ursula von der Leyen](#) en 2021 "brûler du bois n'est pas une alternative à la combustion fossile".

*« L'Union européenne considère que la biomasse forestière est une énergie renouvelable et neutre en carbone, explique Wolfgang Cramer, directeur de recherche au CNRS, professeur d'écologie globale et signataire de la lettre. Mais ce n'est pas vrai à l'échelle de temps qui est importante pour éviter l'aggravation de la déstabilisation du climat. Un kg de carbone brûlé – peu importe d'où il vient – augmente la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.*

*Même si des forêts sont replantées, ce CO2 ne sera absorbé de nouveau que des décennies plus tard, une fois que les arbres auront repoussé. Ce sera trop tard. »*

En Guyane, cette affirmation est particulièrement importante car, **les forêts tropicales absorbent 50% de carbone de plus que les autres surfaces boisées.** En cas de destruction de ces forêts, le carbone est à nouveau libéré sous forme de gaz à effet de serre. Leur rôle dans la stabilité du climat mondial est primordial et pourtant, cet amendement européen, s'il est adopté, va créer un appel d'air sans précédent pour encourager le **remplacement de milliers d'hectares de forêts** très riches en biodiversité par des plantations intensives d'arbres à vocation énergétique, et tout cela en percevant des aides d'état.

Car la motivation de ces industriels de la biomasse est là : **percevoir des aides et des financements sous couvert de produire de l'énergie verte, mais sans respecter les critères environnementaux !** Il s'agit non seulement d'une **fraude institutionnalisée**, mais également d'une **gabegie financière** alors que l'Europe et la France doivent faire face aux coûts de l'adaptation aux changements climatiques et aux catastrophes écologiques qui en découlent. En poussant coûte que coûte pour cette dérogation, le gouvernement français joue les pompiers pyromanes.

Par ailleurs l'UE s'est engagée à encadrer plus fortement la **combustion du bois car cette pratique favorise la déforestation, détruit les habitats naturels et nuit aux forêts** qui servent de **puits de carbone** dans la lutte contre le changement climatique. Une dérogation temporaire aux critères d'énergies renouvelables n'est donc justifiée que sur les territoires où les quotas d'énergies renouvelables ne pourraient pas être atteints sans une période de transition. Là encore, **la Guyane produit d'ores et déjà plus de 50% d'électricité à partir d'énergies renouvelables, soit plus que les ambitions françaises fixées par l'Europe (40% à l'horizon 2030).**

Comment est-il alors concevable d'autoriser la création d'une dérogation pour détruire **le seul territoire d'Europe hébergeant une forêt tropicale humide amazonienne**, d'une biodiversité encore non inventoriée ? Il n'y a **aucune justification** pour déroger aux normes européennes : les gisements de biomasse existants doivent être exploités dans les règles de l'art.

A rebours des inquiétudes sociales en matière d'accès à l'énergie pour les habitants de Guyane, l'amendement que nous dénonçons précise un usage de la biomasse et des agrocarburants entre autres pour les **activités spatiales**, un secteur très gourmand en électricité, captant actuellement 18% de l'énergie produite en Guyane. Pour autant, est-ce qu'envoyer dans l'espace des **fusées repeintes en vert grâce aux agrocarburants** est notre priorité ou allons-nous enfin concentrer nos efforts sur la **préservation des conditions d'habitabilité** de notre planète ?

De plus, ces projets menacent concrètement les **droits des peuples autochtones** de Guyane, dont les terres et les zones de droit d'usage collectif pourraient être menacées par l'implantation de ces projets de plantations à vocation

énergétique, en violation de leur **droit à la consultation libre, préalable et éclairée**.

Mais c'est aussi **l'accès à la terre pour les agriculteurs locaux et donc l'autonomie alimentaire** de ce territoire qui pourrait se retrouver en concurrence directe avec la production industrielle de biomasse. Le [projet de décret](#) du gouvernement français fait mention de **15 % de terres agricoles** qui pourraient être destinées aux centrales biomasse, soit des milliers d'hectares de forêt amazonienne. A titre de comparaison, en France hexagonale, c'est 3 % de la surface agricole qui est consacrée aux agrocarburants de première génération, causant la disparition de cultures vivrières et l'augmentation des prix des denrées alimentaires.

Cette dérogation pour la Guyane doit encore être validée **ce mercredi 29 mars** au cours du **trilogue durant lequel** les représentants du Parlement, du Conseil et de la Commission européenne **trancheront**.

**Nous défendons la forêt de Guyane et nous nous opposons à ces dérogations à rebours des ambitions européennes en matière d'énergies renouvelables, de protection du climat, de la biodiversité et du respect des territoires des peuples de Guyane !**

**Nous appelons le gouvernement français à abandonner son amendement écocidaire.**

**Plus d'informations**

<https://sites.google.com/site/maourinature/fusee-bio>

**Contact Presse :**

[maouri.nature@gmail.com](mailto:maouri.nature@gmail.com)



## PRESS RELEASE

27/03/2023

### In 2 days, the French government could seal the fate of thousands of hectares of Amazonian forest

After having postponed these debates on several occasions, the last negotiations on the Renewable Energy Directive between the Parliament, the Commission and the Council (trialogue) will take place on **March 29**.

An amendment slipped by French deputies into the [draft revision of the directive on renewable energies](#) (RED III, see page 62 paragraph *gb*) and a [draft decree](#) intend to accelerate the installation of new biomass power plants in French Guiana and to allow the development of agrofuels, particularly for use in the Kourou Space Center... to the detriment of the preservation of the Amazonian forest.

This amendment in the European directive would allow local industrialists to **circumvent the European criteria** of sustainability, reduction of greenhouse gas emissions and cascading use of wood resources.

This would be a huge legal loophole, which would nullify the ambition of the directive to ban the transformation of primary forest areas or areas with high biodiversity into plantations for energy purposes. However, as 500 scientists recalled in a [tribune addressed to Joe Biden and Ursula von der Leyen](#) in 2021, "burning wood is not an alternative to fossil fuel combustion".

*« The European Union considers forest biomass to be a renewable and carbon-neutral energy," explains Wolfgang Cramer, research director at the CNRS, professor of global ecology and signatory of the letter. But this is not true on the time scale that is important to avoid further climate destabilization.*

*One kg of carbon burned - no matter where it comes from - increases the concentration of greenhouse gases in the atmosphere.*

*Even if forests are replanted, this CO2 will not be absorbed again until decades later, once the trees have grown back. That will be too late. »*

In French Guiana, this statement is particularly important because **tropical forests absorb 50% more carbon than other wooded areas**. If these forests are destroyed, the carbon is released again in the form of greenhouse gases. Their role in the stability of the global climate is essential and yet, this European amendment, if adopted, will encourage the **replacement of thousands of hectares of forests very rich in biodiversity** by intensive plantations of trees for energy purposes, and all this while receiving state aid.

Because the motivation of these biomass companies is **to receive state aid and financing under the guise of producing green energy**, but without respecting the environmental criterias ! It is not only an **institutionalized fraud**, but also a **financial mismanagement** while Europe and France must face the costs of adaptation to climate change and ecological disasters that result from it. By pushing for this derogation at all costs, the French government is playing the pyromaniac fireman.

In addition, the EU is committed to a stronger regulation of wood burning because **this practice promotes deforestation, destroys natural habitats and harms forests** that serve **as carbon sinks** in the fight against climate change. A temporary derogation from the renewable energy criteria is therefore only justified in territories where the renewable energy quotas could not be met without a transition period. Here again, **French Guiana already produces more than 50% of its electricity from renewable energy, which is more than the French ambitions set by Europe (40% by 2030)**.

How is it conceivable then **to authorize the creation of a derogation to destroy the only territory in Europe hosting an Amazonian rainforest**, with a biodiversity that has not yet been inventoried? There is **no justification for derogating** from European standards: existing biomass deposits must be exploited according to the rules of the art.

Contrary to social concerns regarding access to energy for the inhabitants of French Guiana, the amendment we denounce specifies the **use of biomass and agrofuels for Kourou Space Center**, a sector that is very greedy in electricity, currently using 18% of the energy produced in French Guiana. However, is sending **rockets into space painted green** thanks to agrofuels our priority or are we finally going to concentrate our efforts on preserving the conditions of **habitability of our planet?**

Moreover, these projects concretely threaten the rights of **the indigenous peoples of French Guiana**, whose lands and areas of collective use rights could be threatened by the implementation of these energy plantation projects, in violation of **their right to free, prior and informed consultation**.

But it is also the **access to land for local farmers** and therefore the food autonomy of this territory that could be in direct competition with the industrial production of biomass. The French government's [draft decree](#) mentions **15% of agricultural land that could be used for biomass power plants**, i.e. thousands of hectares of Amazonian forest. By way of comparison, in mainland France, 3% of the agricultural land is dedicated to first generation agrofuels, causing the disappearance of food crops and the increase in food prices.

This derogation for French Guiana must still be validated this **Wednesday, March 29**, during the **trialogue** during which representatives of the Parliament, the Council and the European Commission **will decide**.<sup>2</sup>

**We defend the forest of French Guiana and we oppose these derogations that go against the European ambitions in terms of renewable energy, climate protection, biodiversity and respect for the territories of the peoples of French Guiana!**

**We call on the French government to abandon its ecocidal amendment.**

**More informations**

<https://sites.google.com/site/maournature/fusee-bio>

**Contact Presse :**

[maouri.nature@gmail.com](mailto:maouri.nature@gmail.com)